

DÉLIBÉRATION N° 6.00
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 07 DÉCEMBRE 2022
RÉGULIÈREMENT CONVOQUÉ LE 29 NOVEMBRE 2022
AU PALAIS DES CONGRÈS DE MONTÉLMAR
SOUS LA PRÉSIDENTE DE M. JULIEN CORNILLET

L'an deux mille vingt-deux, le 07 décembre à 18 h 30, le Conseil Communautaire s'est réuni au Palais des Congrès de Montélimar, sous la présidence de Monsieur Julien CORNILLET.

PRÉSENTS : M. Yannick ALBRAND, M. Bruno ALMORIC, M. Hervé ANDEOL, Mme Valérie ARNAVON, Mme Anne BELLE, M. Pascal BEYNET, M. Daniel BUONOMO, Mme Régina CAMPELLO, Mme Françoise CAPMAL, M. Fermin CARRERA, M. Laurent CHAUVÉAU, M. Daniel COIRON, M. Yves COURBIS, M. Julien DECORTE, M. Alain DORLHIAC, Mme Josiane DUMAS, M. Julien DUVOID, Mme Christel FALCONE, Mme Marielle FIGUET, Mme Cécile GILLET, M. Jacky GOUTIN, M. Norbert GRAVES, M. Hervé ICARD, M. Vanco JOVEVSKI, M. Damien LAGIER, M. Laurent LANFRAY, M. Jean-Pierre LAVAL, M. Yves LEVEQUE, M. Cyril MANIN (jusqu'à la délibération n° 2.02 et à partir de la délibération n° 5.00), Mme Emeline MEHUKAJ, Mme Fabienne MENOVAR, Mme Sandrine MOURIER, M. Eric PHELIPPEAU, Mme Marie-Pierre PIALLAT, M. Dorian PLUMEL, Mme Françoise QUENARDEL, M. Jacques ROCCI, M. Christophe ROISSAC, Mme Ghislaine SAVIN, M. Michel THIVOLLE, Mme Sylvie VERCHERE, Mme Catherine VIALE, Mme Vanessa VIAU, M. Jean-Luc ZANON.

POUVOIRS : Mme Patricia BRUNEL-MAILLET (pouvoir à M. Laurent LANFRAY), Mme Sandra CEYTE (pouvoir à M. Julien DUVOID), M. Jean-Bernard CHARPENEL (pouvoir à M. Jean-Luc ZANON), Mme Aurore DESRAYAUD (pouvoir à M. Christophe ROISSAC), M. Jean-Michel GUALLAR (pouvoir à Mme Fabienne MENOVAR), M. Philippe LHOTTELLIER (pouvoir à Mme Anne BELLE), Mme Marie-Christine MAGNANON (pouvoir à Mme Emeline MEHUKAJ), Mme Sandrine MAGNETTE (pouvoir à Mme Sylvie VERCHERE), Mme Florence MERLET (pouvoir à M. Fermin CARRERA), Mme Chloé PALAYRET-CARILLION (pouvoir à Mme Ghislaine SAVIN), Mme Maryline ROISSAC (pouvoir à Mme Marielle FIGUET), Mme Demet YEDILI (pouvoir à M. Cyril MANIN).

EXCUSÉS : M. Chérif HEROUM, Mme Danièle JALAT.

ABSENTS : M. Karim BENSID-AHMED, M. Jean-Frédéric FABERT, M. Cyril MANIN (à partir de la délibération n° 3.00 et jusqu'à la délibération n° 4.02), M. Karim OUMEDDOUR,

Secrétaire de séance : Mme Valérie ARNAVON.

6.00 _ PROPOSITION DE DÉLÉGATION DE LA COMPÉTENCE EAU AUX COMMUNES

M. Hervé ICARD, Vice-président, rapporteur expose à l'assemblée :

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe) a transféré aux Communautés d'agglomération la compétence « eau » à compter du 1er janvier 2020.

Ainsi, Montélimar-Agglomération exerce en principe, depuis cette date, en lieu et place de ses communes membres, la compétence « eau » définie par l'article L.2224-7 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Toutefois, la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et la proximité de l'action publique introduit la possibilité pour les Communautés

d'agglomération de déléguer, par convention, cette compétence à leurs communes membres.

Aujourd'hui, sur le territoire de Montélimar-Agglomération, deux cas de figure peuvent se présenter :

La compétence « eau » peut avoir été déléguée par certaines communes à des syndicats dont le périmètre dépasse ou n'est pas contenu dans celui de notre EPCI. La loi prévoit alors que ces syndicats sont maintenus et que les communes qui en sont membres sont remplacées en leur sein par la Communauté d'agglomération via le mécanisme de substitution. Les délégués, en nombre égal à celui dont disposaient les communes avant la substitution, sont alors désignés par l'agglomération. Ainsi, par délibérations du 29 juillet 2020, le Conseil communautaire a procédé à l'élection des délégués des deux syndicats d'eau, le SIEBRC et le SIEDR, présents sur le territoire.

Pour les communes dont la compétence « eau » est exercée soit en régie, soit dans le cadre d'une délégation de service public, il est possible, afin de permettre l'exercice de cette compétence et la continuité du service dans les meilleures conditions, de conclure une convention de délégation avec chacune d'entre elles leur permettant ainsi d'assurer l'exercice de la compétence « eau ».

Ainsi, par délibération du 08 décembre 2021, le Conseil communautaire a approuvé les conventions de délégation pour les communes qui exerçaient cette compétence en régie : à savoir Marsanne, Rochefort en Valdaïne, Portes en Valdaïne, Allan, Châteauneuf du Rhône et Ancône et a approuvé une autre convention pour Montélimar qui a confié par affermage la gestion du service public de l'eau à la société SAUR. La durée de ces conventions a été fixée à un an pour couvrir la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022 inclus.

Aujourd'hui, afin de poursuivre l'exercice de cette compétence dans les meilleures conditions, il convient de signer une nouvelle convention de délégation avec chacune de ces communes pour une période s'étendant du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2024 inclus.

A l'expiration de ces conventions, soit au 1er janvier 2025, Montélimar-Agglomération exercera directement la compétence eau potable pour le compte des communes de Montélimar, Allan, Châteauneuf du Rhône, Ancône et Portes en Valdaïne.

Ces conventions, qui figurent en annexe, ont pour objet de préciser les missions déléguées par Montélimar-Agglomération aux communes en matière de gestion du service public de l'eau, ainsi que les modalités juridiques et financières de cette délégation de compétence.

Le Conseil communautaire, à l'unanimité (1 abstention : M. Hervé ANDEOL), DÉCIDE :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-29, L.2224-5, L.2224-7, L.5211-1, L.5211-2, L.5211-9 et L.5216-5,

Vu la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique et notamment son article 14 ;

Vu les projets de convention de délégation de la compétence eau à intervenir entre la Communauté d'agglomération Montélimar-Agglomération et ses communes membres telles que mentionnées ci-dessus ;

D'APPROUVER les termes des conventions de délégation de la compétence eau à intervenir avec les communes et suivant les conditions énoncées ci-avant,

D'AUTORISER Monsieur le Président ou son représentant à signer ces conventions ainsi que tous les documents afférents,

DE CHARGER Monsieur le Président ou son représentant de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut être contestée devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,

POUR EXPÉDITION CONFORME

Fait à la Communauté d'Agglomération le 08 décembre 2022

Julien CORNILLET
Président

Valérie ARNAVON
Secrétaire de séance

